

Position SIMAVELEC

Neutralité du Net

Une partie significative des ventes des adhérents du SIMAVELEC va être constituée des téléviseurs connectés, donc de téléviseurs nécessairement liés à une « box » sur laquelle vont « transiter » les contenus.

Si les débits sont insuffisants, les téléviseurs connectés ne pourront pas, ou dans des conditions de qualité très insuffisante, restituer les contenus proposés notamment pour les flux audio vidéo délinéarisés. Or les débits peuvent être insuffisants si, du fait d'une gestion technique non équitable, les FAI favorisent certains contenus au détriment d'autres.

A cet égard, on notera que les FAI sont souvent intégrés dans des groupes industriels produisant également des contenus et que par conséquent le risque est de voir s'installer un traitement « inéquitable » du contenu (le « DSLAM » de tel FAI favorisant les contenus du même FAI).

L'orientation proposée est donc de demander qu'**en cas de nécessité technique pour le FAI de gérer les débits** (en raison d'une sur-utilisation des réseaux conduisant à un engorgement), ceci soit fait **de manière homogène et que les débits soient réduits de la même façon sur les contenus de nature similaire**.

1. Téléviseurs connectés

Par téléviseur connecté (ou plutôt connectable), il faut entendre un téléviseur qui, relié (aujourd'hui nécessairement) à une « box » (à minima un modem routeur ADSL), peut restituer sur l'écran des contenus et services disponibles sur le « net ».

Cette connexion des TV connectées au réseau domestique permet donc d'accroître l'expérience audiovisuelle du téléspectateur en facilitant l'accès aux contenus multimédia disponibles dans son domicile (via le DLNA) et de partager aussi sa passerelle internet, ayant ainsi accès à d'autres applications et contenus de l'Internet généralement centrés sur la vidéo.

Ces contenus, accessibles simplement et facilement en utilisant la télécommande du téléviseur, sont souvent retravaillés pour les rendre plus « grand public » et adaptés au format du téléviseur.

Il est probable que les contenus « vedettes » seront la télévision de rattrapage et la télévision à la demande (ainsi que bien d'autres « services » comme la météo, peut-être les loteries de jeux, les grands sites tels que Youtube, eBay, les sites de réseaux sociaux...).

Le modèle économique est hybride : il nécessite d'une part un abonnement à un FAI, puis à partir de cette base, le service peut être gratuit (aujourd'hui la télévision de rattrapage) ou payant (par exemple la VaD).

Dans le cadre d'un service payant, toutes les configurations semblent aujourd'hui ouvertes. Le paiement peut être réel, ou la valorisation s'effectuer par la publicité.

En 2010, entre 25 et 30 % des téléviseurs commercialisés seront de « type » connectés ; ce pourcentage devrait largement s'étendre en 2011.

Les téléviseurs connectés accélèrent le phénomène de convergence et ses questions connexes : c'est le cas notamment pour l'existence de contraintes et obligations différenciées (telles que le contrôle

parental, le soutien financier à la création...) entre, d'une part, le monde de l'internet et, d'autre part, celui plus encadré de l'audiovisuel.

Cependant, les TV connectés sont pensés en termes de stabilité, d'équilibre et de pérennité de « l'écosystème ». Dans le principe, ils utilisent l'hertzien pour recevoir les programmes de flux linéaire (la Télévision dite « classique ») et ne se servent de la voie connectée à internet que pour alimenter des informations en marge du programme - voir indépendantes du programme comme les widgets et la vidéo en flux non linéaire (la Vidéo à la Demande ou la Télévision de rattrapage). La « consommation » de ceux-ci reste alors majoritairement celle du flux hertzien.

Un consommateur qui, à partir de son PC, surfe sur Facebook en regardant dans un coin de ce même PC les programmes de télévision consomme bien plus de bande passante que s'il restait devant son TV connecté à recevoir de la TNT tout en utilisant Facebook sur le même TV. Le rapport de bande passante est ainsi de 1 à 10.

Quand il ira sur les flux non linéaires, les bilans PC ou TV connectés seront identiques. Mais sur la TV, il pourra revenir en mode TNT classique puisqu'il n'aura pas quitté le monde audiovisuel dont la TV est le support naturel.

Les TV connectés, particulièrement lorsqu'ils reçoivent la TNT hertzienne, sont finalement à l'usage peu consommateurs de bande passante et concourent au maintien du modèle audiovisuel classique.

1.1. La neutralité des téléviseurs

Nos téléviseurs sont des terminaux neutres dès lors qu'ils peuvent recevoir l'ensemble des chaînes de la TNT via l'antenne « râteau », c'est là leur nature première, presque leur nature de service public

Si la question de la neutralité des terminaux peut être appréhendée de diverses manières, l'un des principes de la neutralité du net est également de permettre à l'utilisateur de **connecter le terminal de son choix sans discrimination**.

La capacité du terminal à accéder à un ensemble restreint de services ou à l'intégralité du web doit légitimement faire partie des éléments de choix de l'utilisateur. D'ailleurs aucun de ces téléviseurs ne prétend aujourd'hui se substituer à un terminal de navigation internet tel qu'un PC, un netbook ou une « tablette ».

S'agissant de savoir si tous les téléviseurs connectés devront offrir l'accès à tous les programmes non linéaires, par exemple de rattrapage, de toutes les chaînes, il paraît évident que cette « horizontalité » du contenu deviendra sans doute la règle.

En revanche en ce qui concerne d'autres services (via la connectivité) il n'en va pas nécessairement de même. Il s'agit alors de spécifications supplémentaires, propres à une marque (de la même manière que le smartphone d'Apple ou autre est un téléphone « neutre » mais propose des applications spécifiques via un « AppStore » dédié). Il paraît raisonnable de considérer que pour ces services, la concurrence s'exerce, si nécessaire par voie d'exclusivité.

2. La neutralité du net

Comme écrit précédemment, les téléviseurs connectés ne fonctionnent que parce qu'ils sont reliés via une « box » au réseau internet.

La question est donc celle de la « sujétion » à la « box », ou en d'autres termes, d'un accès équitable au réseau. Au-delà se pose la question de l'éventuelle interférence créée pour certains groupes par la coexistence entre les activités d'infrastructure et les activités de contenu.

Ainsi, imaginons qu'un FAI qui a également dans son « portefeuille » des intérêts dans le contenu, ait à faire face (réellement ou virtuellement) à des sur-utilisations de débit. A travers la gestion du réseau, via le DSLAM¹, le FAI peut décider, pour rétablir de bonnes conditions de fonctionnement, de garder une

¹ DSLAM : Digital Subscriber Line Access Multiplex – c'est le dual côté central téléphonique de la box, c'est là que se fera le filtrage.

bonne qualité de débit pour ses propres contenus et donc de dégrader la qualité des contenus qu'il ne gère pas ou encore de privilégier les contenus à caractère payant par rapport aux contenus gratuits.

Pour les industriels du SIMAVELEC, cet aspect de la « neutralité du net » est primordial, et c'est cette neutralité qui est le socle du modèle audiovisuel français à l'ère du numérique. Il leur apparaît donc urgent que l'ensemble des acteurs de la filière se mobilise sur cet aspect, en prenant comme préalable la définition de ce qu'est le « management » du net, et en garantissant les services de base dont la réception de la TV (éventuellement HD) et le téléphone.

La position du SIMAVELEC est simple et de bon sens : s'il existe des problèmes de sur-utilisation du réseau et des risques potentiels d'engorgement, il importe que la baisse de la qualité de service s'applique de façon homogène à tous les contenus. Pour le SIMAVELEC, « management » de réseau est synonyme d'équité et de non-discrimination.

L'introduction de la notion de « services gérés » semble être une réponse adaptée si on y inclut le téléphone et la télévision en réception linéaire. Mais si la définition des services gérés reste trop vague, il y a risque que ce vocable ne fasse que servir d'alibi à une réduction permanente de cette notion de neutralité à la portion congrue (le solde entre la bande passante technique et le débit garanti des services gérés).

Cela aura pour conséquence à terme la possibilité d'un internet à plusieurs vitesses et à plusieurs prix suivant que l'on s'abonne à plus ou moins de services gérés.

Pour que l'arbitrage se fasse en toute transparence, il faut que l'utilisateur soit pleinement informé que, par exemple, sur un débit technique de 8 Mega sans services gérés dans son abonnement, son FAI pourra (comme le font certains à ce jour) ne lui garantir que 512K en « best effort », soit 1/16ème de la capacité physique réelle de sa ligne ADSL.

Il est clair qu'ici la limitation technique ne vient pas du support physique des derniers kilomètres (la paire de cuivre portant l'ADSL) mais bien du dimensionnement des infrastructures en amont (DSLAM, back bone,...). Il est probable que la fibre ne change rien au problème, voire l'amplifie, si le reste de l'infrastructure ne suit pas.

Afin d'éviter tout malentendu, il conviendrait, y compris dans le cadre de la gestion en « best effort », de cadrer certaines notions afin de mieux rendre accessible à l'abonné la notion de neutralité.

Pour cela, il conviendrait tout d'abord de définir précisément la notion d'« éligibilité » lors de la souscription, qui serait par exemple la capacité physique de la ligne pour un numéro donné et à une adresse physique donnée. Si l'on déménage à une autre adresse géographique tout en gardant son numéro, il s'agirait d'une nouvelle éligibilité (qui pourrait justifier la fin d'un contrat de la part de l'abonné).

L'abonné aura alors pleine connaissance de la capacité maximale physique de sa ligne et devra être clairement informé de la capacité réelle garantie ou « best effort ». Notons ici que 1/16 de la capacité maximale en « best effort » peut sembler un peu faible.

Aujourd'hui, un abonné qui dispose de 8 Méga de débit technique ne peut pas choisir de faire lui-même la balance entre l'internet « best effort » et – par exemple – la télévision par ADSL. Celui qui ne veut pas de la TV ADSL comprise dans son abonnement peut perdre purement et simplement la capacité correspondante, à moins de « harceler » son FAI pour récupérer tout ou partie de cette bande passante virtuelle. « Virtuelle », car les DSLAM sont dimensionnés à la manière des infrastructures routières, en moyenne et pas en pic. C'est ce qui crée les bouchons sur les routes et les macros blocs sur les images en TV par ADSL.

Il est utile de rappeler ici que la télévision diffusée en mode hertzien ne présente pas ces inconvénients et qu'un programme qui rassemble 5 ou 20 millions de spectateurs ne fait pas de différence en qualité de réception, au contraire de l'ADSL ou de la fibre si le point faible (débit le plus faible) n'est pas calibré pour ces 20 millions).

Faire revenir la télévision sur son support naturel qui est l'hertzien contribuerait probablement à alléger le réseau pour ne lui conserver que ce pourquoi il est imbattable : les services délinéarisés (VàD, TV de rattrapage,...)

Il est clair que la fibre ne résoudra rien tant que le débit global et ses limitations ne seront pas élargis afin de limiter les risques de saturation.

Ces quelques éléments permettent probablement de commencer à profiler des natures de contenus différentes qui pourraient déboucher sur des architectures plus complexes.

Il faut du débit « prioritaire » pour ce qui relève de la restitution des chaînes (à noter que, même sur cet aspect, la restitution de la HD sur les réseaux ADSL laisse grandement à désirer notamment en multi équipement).

Sur cet aspect, il paraît envisageable qu'il y ait une « assurance » de débit (du même ordre de ce qui a été acquis par exemple pour le téléphone, et ce d'autant plus que France Télé Numérique positionne clairement l'ADSL comme un des vecteurs de la numérisation).

On peut s'interroger sur l'opportunité de demander aussi du débit « prioritaire » pour ce qui a trait à la vision différée des programmes (la télévision de rattrapage).

Ce second niveau de priorité accroît d'ailleurs considérablement le niveau indiqué précédemment de service public.

Sur le « reste » des services, il pourrait être utile de réfléchir également sur une sorte de « césure » entre le gratuit et le payant.

Le gratuit a probablement vocation à « l'horizontalité », donc à une gestion neutre de flux.

Sur le payant, cela peut ne pas être évident en fonction des conditions de « monétisation » qui sont probablement à analyser plus en profondeur.

Par ailleurs et au-delà de ceci, il est possible que se pose un jour la question de la séparation des métiers, comme c'est le cas par exemple pour les réseaux électrique et ferroviaire.

3. La politique d'octroi

Bien que cela relève en grande partie de la politique contractuelle et de la concurrence, la question de la prééminence des infrastructures sera posée, avec comme perspective la possibilité, pour les sociétés qui les détiennent, de demander des financements aux acteurs du contenu dès que ceux-ci les utilisent.

Cette politique, qui peut être également différenciée, n'est pas sans poser la question de la rentabilité de toute une filière sur un segment précis. La notion de services gérés peut aller très rapidement dans ce sens avec un risque de retournement du financement de l'internet par l'abonné.

4. La crainte d'une hausse du prix des abonnements internet a-t-elle des fondements ?

Les FAI ont à plusieurs reprises laissé entendre qu'ils pourraient faire passer le coût de l'abonnement, centré aujourd'hui autour de 30 € par mois, à 70 € à court terme (avec probablement des paliers autour d'un internet à deux vitesses, l'un à débit assuré, l'autre non).

Oubliant parfois qu'une part non négligeable de la mise en place des infrastructures est réalisée avec l'aide de financements publics, les opérateurs de réseau constatent que le coût de mise en place du réseau est lourd (ce qui est vrai surtout si les perspectives de retour sur investissement sont calculées sur des périodes limitées) et qu'il importe donc de reporter ce poids sur les abonnements ou à tout le moins en privilégiant leurs propres contenus au détriment des autres.

L'approche par « services gérés » s'inscrit alors logiquement dans cette volonté de quitter la « formule » pour le « menu à la carte ».